Document généré le 17 déc. 2024 00:15

Liaison

Le financement des arts
Au-delà du mécénat?

Marc Haentjens

Numéro 40, automne 1986

URI : https://id.erudit.org/iderudit/43439ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)
1923-2381 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Haentjens, M. (1986). Le financement des arts : au-delà du mécénat? *Liaison*, (40), 41–42.

Tous droits réservés © Les Éditions l'Interligne, 1986

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Le financement des arts
Au-delà du mécénat?

par Marc Haentjens

Les arts et la culture ont rarement figuré parmi les priorités des gouvernements. Même à l'époque des mécènes, ils ne représentaient jamais que « le caprice du Prince », une sorte de fantaisie ou de luxe qui pouvaient justifier quelques dépenses, en autant du moins qu'ils ne provoquaient pas de remous. Il faut relire les vies de Bach, de Vinci, de Racine, ou revoir des films comme Molière et Amadeus pour s'en convaincre.

Mais cette condition des créateurs a-t-elle profondément changé avec l'avènement de l'État moderne? L'État-Providence, en assumant graduellement la responsabilité des services collectifs, a bien été amené à s'immiscer dans le développement artistique et culturel. La mise sur pied des Conseils des arts ou des ministères des Affaires culturelles est là pour le rappeler. Mais la dimension de leurs budgets, le teneur de leurs discours à l'égard des créateurs, et, bien plus, la remise en cause périodique dont ces structures font l'objet tendent à questionner la volonté réelle de l'État de s'engager dans une certaine prise en charge de la création. Comme si, après l'éducation, la santé et les communications, les arts et la culture, pourtant si proches, demeuraient hors de portée, hors d'une nécessité sociale (ou électorale) suffisante.

On peut citer peu d'expériences qui contredisent cette attitude. L'expérience du gouvernement socialiste en France apparaît à ce titre comme une initiative isolée. S'étant engagé à investir annuellement plus d'un pour cent du budget de l'État dans la culture, le gouvernement français a tenu promesse et peut d'ailleurs en faire valoir les retombées, dans un renouveau culturel national s'étendant à l'ensemble des régions. Mais en Amérique du Nord, on ne saurait trop compter sur une telle « révolution ». La règle y veut plutôt que les arts s'autofinancent autant que possible et, en cherchant à se rentabiliser comme des entreprises, parviennent à se détacher du concours de l'État.

Pourtant, et cette remarque est encore plus pertinente au Canada, la culture est de ces éléments qui contribuent à cimenter un peuple. Et les retombées de cette « cimentation » sont difficilement estimables. De plus, la culture n'est pas, comme on le croyait, un fonds perdu mais peut être économiquement profitable et, même, créatrice d'emplois. Des études de plus en plus nombreuses le démontrent. Enfin, elle est, en quelque sorte, une activité du futur, dont l'importance ne devrait cesser de croître avec le développement des régionalismes et l'avènement (tant attendu) de la société des loisirs.

En fait, ces arguments finissent tout de même par faire leur chemin. On peut, pour s'en convaincre, constater de quelle façon les annonces de coupures dans les arts et la culture sont généralement amendées, au point d'être plus alarmantes que réelles. L'histoire récente du Conseil des Arts du Canada en est un bon exemple. On peut aussi, et plus positivement, rendre compte des dif-

Le Théâtre d'la Corvée

Saison 86-87

Bienvenue aux dames, ladies welcome

de Jean-Raymond Marcoux

Baie-Comeau, Val-d'Or, Timmins . . . Des villes dont l'histoire ne parle pas encore, bâties par des héros obscurs.

Bienvenue aux dames, ladies welcome raconte la vie de chantier, avec ses joies et ses peines, ses drames et ses moments d'espoir. Sous la carapace de ces hommes et femmes en prise directe sur la réalité, on devine une tendresse contagieuse.

Du 21 octobre au 8 novembre

Du 25 novembre au 13 décembre

informations: 749-3631

Bonsoir et Joyeux Noël

de Robert Bellefeuille, Léa-Marie Cantin et Ginette Chevalier

Bonsoir et Joyeux Noël est un spectacle où règne la démesure. L'action se déroule la veille de Noël, dans la chambre C-4 de l'hôpital St-Rédempteur. La soirée sera, tout comme un cadeau de Noël . . . remplie de surprises.

Un spectacle qui est à la fois tendre et drôle, dur et aseptisé . . . comme l'hôpital. Une production émouvante et aussi très amusante qui va droit au coeur.

férents programmes qui existent et dont l'ampleur continue, sur une longue période, d'augmenter.

C'est que, même si les arts et la culture n'ont pas franchi le seuil des priorités populaires, le sentiment existe que leur développement est fragile et de longue portée et qu'on ne peut prendre le risque de le compromettre par des changements radicaux de politique. Les différentes commissions d'étude mises sur pied (ex : Applebaum-Hébert, McAulay) confirment du moins cette inquiétude et le souci de poursuivre une réflexion sociale sur le sujet. Tout cela bien sûr n'apporte pas véritablement de réponse aux besoins immédiats des créateurs et des intervenants culturels. S'ils ont bien appris à mieux tirer parti des programmes existants, à bâtir des méthodes de marketing et de prélèvement de fonds et à entretenir un lobbying plus actif au sein du monde politique, ils continuent, plus souvent qu'autrement, d'opérer dans des conditions financières précaires qui ne sont pas finalement sans rappeler les conditions antérieures du mécénat.

Mais tant que l'activité artistique et culturelle demeurera en marge des priorités populaires, peut-on espérer voir cette situation évoluer profondément? Difficilement, sans doute. À moins bien sûr que les gouvernements, comme le gouvernement français, comme d'autres gouvernements nationaux, provinciaux et municipaux, ne choisissent d'affirmer leur responsabilité dans ce domaine, en sortant les arts et la culture du luxe où on les entretient encore depuis si longtemps. □

Collaborateur régulier de LIAISON depuis sa fondation, **Marc Haentjens** *est l'un des partenaires de la firme de consultants ACORD.*

CAFO

LE CONSEIL
DES AFFAIRES
FRANCO-ONTARIENNES

LE CONSEIL EST À VOTRE SERVICE POUR TOUTE INTERVENTION AUPRÈS DES MINISTÈRES ET DES AGENCES GOUVERNEMENTALES.

Conseil des Affaires franco-ontariennes
4e étage, Édifice Mowat
Queen's Park
Toronto (Ontario)
M7A 1C2
416-965-0598 **(frais viré accepté)**

CONSEIL DES ARTS DE L'ONTARIO

L'OFFICE DES TOURNÉES

L'Office des tournées du Conseil des Arts de l'Ontario retient les services de deux conseillères en tournées bilingues qui fournissent aux communautés et aux artistes, des conseils dans tous les domaines qui ont trait aux tournées des arts de la scène. Elles sont :

Carole Beaulieu
RR 2, site 43, case 12
Sudbury, Ontario
P3E 4M9
(705) 522-7667

Nicole Picot-Callan
164, boulevard Northcliffe
Toronto, Ontario
M6E 3K6
(416) 651-6972, 961-1660

Veuillez communiquer avec Carole ou Nicole si vous planifiez des tournées en Ontario.